

Commission: Commission parlementaire pour la Coopération et la paix au Moyen Orient

Problématique: *Comment les États membres de l'Union Européenne peuvent-ils peser dans la sortie des conflits au Moyen-Orient et être les initiateurs d'un Agenda pour une Paix durable et une coopération régionale pérenne?*

Auteur: Pays-Bas

Les Pays-Bas, en tant que monarchie constitutionnelle à régime parlementaire, sont dirigés actuellement par Mark Rutte depuis le 14 octobre 2010. Président de centre droite d'orientation libérale-conservatrice qui défend un certain interventionnisme militaire dans le cadre des institutions internationales telles que l'Organisation des Nations Unies ou l'OTAN pour maintenir la paix. Au sein de l'Union Européenne, le Royaume des Pays-Bas est plutôt favorable à des frontières fortes afin d'obtenir une Europe ouverte seulement dans le domaine économique et écologique. Les Pays-Bas désirent voir les organisations internationales qu'ils financent faire preuve de davantage d'efficacité. Ils ont siégé au conseil de sécurité de l'ONU en 2018. En 2015, l'APD des Pays-Bas a représenté 0,76 % de son PIB.

En outre de ses projets ambitieux, la politique étrangère des Pays-Bas est attachée au multilatéralisme, aux opérations de maintien de la paix mais aussi à la lutte contre le terrorisme. Ils participent à la coalition internationale contre Daech. Les Pays-Bas sont un des principaux contributeurs européens à l'aide humanitaire en Irak (64 M€ entre 2014 et 2016), ils ont décidé d'allouer 10 M€ supplémentaires aux groupes d'opposition modérés en Syrie, ainsi que 75 M€ d'aide humanitaire à la Syrie.

Dans un premier temps, Le gouvernement néerlandais invoque la Convention des Nations Unies contre la torture et accuse Damas de meurtre et d'utilisation d'armes chimiques contre sa propre population. La Haye avait notifié à la Syrie qu'elle la tenait pour responsable en vertu du droit international d'actes de torture, tels que définis par la Convention des Nations unies de 1984. Le Royaume des Pays-Bas s'appuie notamment sur des initiatives multilatérales afin de faire respecter l'Etat de droit. Or cette tentative a été refusée à plusieurs reprises par veto au Conseil de Sécurité de l'ONU. Or face à cela,

Les Pays-Bas ont fait parvenir à Damas une «note diplomatique», demandant au régime de Bacher-el-Assad de mettre fin aux actes de «torture» et d'entamer des négociations diplomatiques entre les deux pays.

Dans le domaine social, et avec l'Allemagne, les Pays-Bas figurent parmi les Etats membres de l'Union européenne à avoir accueilli le plus grand nombre de réfugiés syriens. Le ministère de la Justice confirme qu'un certain nombre de réfugiés syriens ont choisi de regagner leur pays après avoir été informés du mode vie aux Pays-Bas. Le royaume des Pays-Bas examine les facultés d'intégration dans la société néerlandaise des réfugiés syriens, mais aussi leur comportements extrémistes pouvant mettre en danger la sécurité nationale et de démasquer d'éventuels criminels de guerre syriens. Les Pays-Bas ont accueilli 2.200 Syriens l'an dernier. Dans l'Union européenne, un total de 15.000 Syriens a été pris en charge, loin du chiffre maximum de 72.000 fixé par l'accord de 2016 signé avec Ankara.

Le Royaume des Pays-Bas sont au service de la Communauté Européenne ainsi que des

États-Arabes afin d'arriver à établir une paix durable et prospère dans les différents conflits et d'initier également un Agenda pour la Paix et la coopération internationale.